Caractères des pensions concédées.

EMOLUMENTS COMPLÉMENTAIRES. Allocation aux imposables. Condition d'attribution de l'allocation relative à l'absence de ressources suffisantes de l'intéressé. Condition non remplie dans le cas où celui-ci bénéficie d'un avantage de vieillesse faisant appel à une contribution des travailleurs et pouvant être considéré comme étant le prolongement d'un traitement ou d'un salaire. — L'article L. 35 bis du code, dans la rédaction nouvelle que lui a donnée l'article 1^{er} du décret n° 57-1405 du 31 décembre 1957, subordonne l'attribution de l'allocation aux imposables à la condition notamment que le demandeur « ne dispose pas, par ailleurs, sous la forme d'une hospitalisation ou tout autrement, de ressources suffisantes ». L'article 5 du décret du 2 mai 1961 fixant les conditions d'application du nouvel article L. 35 bis, porte que « les ressources sont considérées comme suffisantes : a) soit lorsque le montant annuel des ressources personnelles de l'invalidé, non compris la pension d'invalidité servie au titre du code, excède le montant correspondant à l'indice de pension 900 ; b) soit lorsque l'invalidé bénéficie d'un avantage de vieillesse faisant appel à une contribution des travailleurs et pouvant être considéré comme étant le prolongement d'un traitement ou d'un salaire ». Cette disposition détermine la limite supérieure de ressources au-delà de laquelle les intéressés ne peuvent, même s'ils remplissent les autres conditions exigées, bénéficier de l'allocation aux imposables, en se référant à deux modes d'évaluations distincts, dont l'un, faisant l'objet du a), est relatif à l'ensemble des ressources personnelles du demandeur, à l'exception de celles qui proviennent de la pension d'invalidité qui lui est servie au titre du code et l'autre, faisant l'objet du b), concerne exclusivement certains avantages de vieillesse dont le demandeur aurait la jouissance. La circonstance que le a) de l'article 5 fixe la première des limites ainsi déterminées au montant des pensions correspondant à l'indice 900 n'implique pas que, pour l'application du b), du même article 5, il ne devrait pas être tenu compte des avantages de vieillesse d'un montant total inférieur à celui que comportent les pensions correspondant à l'indice 900 (sieur ..., C.S.C.P., Assemblée plénière, 7 févr. 1973, p. 117).